agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AMERIQUE/HAITI - Absence de signature de l'accord visant à surmonter la crise politique haïtienne

Port-au-Prince (Agence Fides) – Le Président du Sénat d'Haïti, Simon Dieuseul Desras, ne s'est pas présenté à la cérémonie fixée pour le 15 février en vue de la signature de l'accord conclu entre les parties afin de surmonter la crise politique actuelle en Haïti. Le Président haïtien, Michel Martelly, en compagnie de 20 responsables des partis politiques, de différents parlementaires et du Président de la Conférence épiscopale haïtienne, S.Exc. Mgr Chibly Langlois, Evêque de Les Cayes, qui sera créé Cardinal lors du Consistoire du 22 février et a joué le rôle de médiateur dans le cadre des négociations, ont attendu en vain. Selon le site Internet Haiti Press Network, les négociations pourraient reprendre début mars, attendu que le Président Martelly et Mgr Langlois se trouveront ces prochains jours au Vatican pour le Consistoire.
Desras, qui avait été autorisé à signer le document au nom d'autres sénateurs, avait averti qu'il n'aurait pas ratifié l'accord si l'exécutif n'avait pas publié au journal officiel Le Moniteur la liste complète des dix juges qu'il avait proposé pour intégrer la Cour des Comptes. Or le gouvernement haïtien a publié seulement sept des dix noms en question, mettant son veto sur trois candidats, en ce qu'ils auraient présenté de faux documents, bien que deux d'entre eux aient rejeté cette accusation.
Le dialogue entre les forces politiques haïtiennes avait débuté le 24 janvier et s'était conclu le 12 février au travers d'accords très importants même si, au dernier moment, trois des principaux partis d'opposition se sont retirés. Le texte prévoit en effet des élections en cours d'année, l'ouverture du gouvernement à toutes les forces politiques et une éventuelle révision constitutionnelle.
Déjà voici deux ans, des élections auraient dû avoir lieu à Haïti mais les disputes à propos de la formation du tribunal électoral et de la loi réglementant le scrutin ont renvoyé la consultation. Afin de résoudre cette crise prolongée, alors que le pays souffre encore des conséquences du séisme dévastateur de 2010, l'Eglise catholique a été invitée à jouer le rôle de médiateur. (CE) (Agence Fides 18/02/2014)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it